



Pourquoi l'AfD d'extrême droite en Allemagne défend-elle Israël ?

Par [Peter Schwarz](#)

Mondialisation.ca, 07 mai 2018

[wsws.org](#) 4 mai 2018

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Politique et religion](#)

Le Parlement allemand (Bundestag) a organisé un débat le 26 avril sur le 70^e anniversaire de la fondation d'Israël et a adopté une résolution qui a qualifié « l'existence et les intérêts légitimes de l'État d'Israël en matière de sécurité de principe central de la politique étrangère et de sécurité allemande ». La résolution a également exhorté le gouvernement allemand à continuer à « activement » plaider en faveur de cela.

La motion a été proposée par les partis du gouvernement, l'Union chrétienne-démocrate / Union chrétienne-sociale (CDU / CSU) et le Parti social-démocrate (SPD), ainsi que le Parti libéral démocrate (FDP) de l'opposition. Les Verts et l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) d'extrême droite ont voté pour la résolution.

Le Parti de gauche (Die Linke) s'est abstenu. Cependant, il l'a fait uniquement parce que ses députés n'ont pas été invités à participer à la rédaction de la résolution. Au lieu de cela, le Parti de gauche a présenté son propre projet qui différait de la résolution soutenue par le gouvernement seulement dans les nuances et a été également soutenu par les Verts. La résolution du Parti de gauche a également appelé le gouvernement allemand à « continuer à plaider activement pour l'existence et les intérêts de l'État d'Israël en matière de sécurité en tant que principe central de la politique étrangère et de sécurité allemande. »

Au cours du débat, les orateurs de tous les partis ont souligné que l'obligation de l'Allemagne pour défendre la sécurité d'Israël découle de la responsabilité de l'Allemagne pour la Shoah, le meurtre de 6 millions de Juifs.

La République fédérale « d'abord à contrecœur, mais plus tard avec plus de conviction » est arrivée à la conclusion « que l'existence de l'État d'Israël et la sécurisation de l'existence de ce pays doivent être une mission d'État pour l'Allemagne, le pays sur le territoire duquel le gouvernement a déclaré que l'extermination des Juifs était une mission d'État », a déclaré Martin Schulz (SPD).

Se référant à la Shoah, le dirigeant de l'AfD, Alexander Gauland, a déclaré : « Précisément parce que nous sommes liés de cette manière horrible au droit d'Israël d'exister, il était et est juste de déclarer que l'existence d'Israël fait partie de notre raison d'État. Katrin Göring-Eckardt, chef du groupe parlementaire des Verts, a exigé : « Nous devons être les garants de l'État d'Israël. » Et Dietmar Bartsch, chef du groupe parlementaire Die Linke, a déclaré : « Pour le Parti de gauche, Israël est devenu une nécessité à Auschwitz. Le droit d'Israël à exister n'est évidemment pas sujet à discussion. »

En réalité, la reconnaissance des intérêts d'Israël en matière de sécurité n'a rien à voir avec les considérations morales découlant de la Shoah. Au lieu de cela, les partis parlementaires exploitent la crise de l'État sioniste pour renforcer le militarisme allemand. Ils considèrent l'alliance avec Israël comme un moyen de s'impliquer dans la nouvelle division impérialiste violente du Moyen-Orient.

Cela a été montré le plus clairement par le discours de Gauland. Cet homme de 77 ans est le chef d'un parti extrémiste de droite saturé des traditions fascistes du passé. L'un des membres du groupe parlementaire de l'AfD est Martin Hohmann, qui a été expulsé de la CDU en 2004 après avoir lié les Juifs au terme « race de criminels » dans un discours de la Journée de l'unité allemande. Björn Höcke, l'un des dirigeants les plus en vue de l'AfD, a réclamé l'an dernier le renversement de la culture du souvenir en Allemagne et a qualifié le mémorial de l'Holocauste de « monument de la honte ». La liste est longue.

Gauland a appelé lors de la dernière campagne électorale fédérale à ce qu'un trait soit tiré sur le passé nazi de l'Allemagne. « Nous ne pouvons plus être tenus responsables de ces 12 années. Elles n'affectent plus notre identité aujourd'hui. Et nous le disons clairement », a-t-il déclaré aux acclamations des extrémistes de droite. Il a explicitement loué la Wehrmacht, impliquée dans les meurtres de millions de Juifs en Europe de l'Est et en Union Soviétique, déclarant : « Si les Français sont fiers de leur empereur et les Britanniques de Nelson et de Churchill, alors nous, nous avons le droit d'être fiers des accomplissements des soldats allemands dans deux guerres mondiales. »

Mais maintenant, Gauland a non seulement rejoint les déclarations de solidarité avec Israël, mais a cherché à surpasser les autres partis. Alors que les autres parties se sont engagées à garantir la sécurité d'Israël, Gauland a appelé « à se battre et à mourir aux côtés d'Israël en cas de menace grave pour son existence ».

Un coup d'œil sur la carte politique du Moyen-Orient montre pourquoi Gauland veut « mourir », ou plutôt en envoyer d'autres à la mort. Le gouvernement israélien de Benjamin Netanyahu œuvre délibérément pour saborder l'accord nucléaire iranien et provoquer un affrontement militaire avec l'Iran. Il le fait en étroite collaboration avec le gouvernement Trump aux États-Unis. Gauland considère l'alliance avec Israël comme une opportunité pour l'Allemagne d'obtenir une partie du butin lorsque Washington fera éclater le Moyen-Orient et qu'un nouveau partage du monde aura lieu.

Tous les autres partis parlementaires sont d'accord avec cela. Le gouvernement allemand œuvre actuellement à préserver l'accord nucléaire avec l'Iran. Mais la chancelière Angela Merkel a accepté de nouvelles négociations lors de son récent voyage à Washington que Téhéran trouvera difficile d'accepter. Si une guerre éclate avec l'Iran, il n'y a aucun doute sur la position du gouvernement allemand. Ceci est démontré par les déclarations de solidarité pour Israël au parlement. Contrairement à la guerre en Irak en 2003, l'Allemagne ne s'opposerait pas à participer à un tel conflit.

Cela a également été souligné par la résolution, que le Bundestag a adoptée à la quasi-unanimité. C'est « une préoccupation majeure pour l'Allemagne que l'Iran mette fin à son influence régionale négative et en particulier son soutien aux organisations et aux structures qui menacent le droit à l'existence d'Israël », indique la résolution.

Le porte-parole du FDP pour la politique étrangère, Alexander Graf Lambsdorff, a noté dans le débat qu'étant donné « la poussée iranienne vers la frontière israélienne » et « à la

lumière des intérêts économiques et politiques communs [...] une expansion significative de la coopération avec Israël est tout à fait d'actualité ». L'ancien ministre du CSU, Christian Schmidt, a souligné l'importance de la coopération militaire avec Israël.

Tout cela n'a rien à voir avec des considérations morales découlant de la Shoah ou de la solidarité avec la population juive d'Israël. Une guerre avec l'Iran, un pays de 80 millions d'habitants, dégénérerait rapidement en un conflit régional et même en une conflagration mondiale, faisant des millions de morts, y compris en Israël.

Il est révélateur que personne au Bundestag n'a critiqué la politique étrangère provocatrice du gouvernement Netanyahu et sa répression brutale contre les manifestants palestiniens à Gaza. Comme nous l'avons expliqué dans une perspective sur la crise d'Israël à l'occasion du 70^e anniversaire de sa fondation, Tel Aviv réagit aux « contradictions malignes qui sous-tendent l'État d'Israël et [à] la crise croissante qui s'empare de sa société et son gouvernement ».

Israël est l'une des sociétés les plus inégalitaires du monde et son État est largement en proie à la corruption. Nous avons écrit : « le mythe sioniste selon lequel la construction d'un État juif en Palestine assurerait la paix et la sécurité pour le peuple juif après les horreurs de l'Holocauste - en chassant trois quarts de million de Palestiniens de leurs foyers - s'effondre. »

Quiconque cherche à tirer les leçons des crimes des nazis doit se battre pour l'unité internationale de la classe ouvrière dans la lutte contre la guerre, l'oppression et leur source - le système capitaliste. « En Israël, comme dans tous les autres pays, c'est l'appartenance de classe, plutôt que la religion ou l'appartenance ethnique, qui constitue la force motrice fondamentale. L'issue des bains de sang, de la répression, de la réaction et de la guerre qui font le fonds de commerce de l'État israélien à l'occasion de son 70^e anniversaire réside dans le développement d'une lutte unifiée des travailleurs arabes et juifs contre le capitalisme, pour la construction d'une société socialiste et l'éradication des frontières nationales irrationnelles qui divisent la région. »

Peter Schwarz

Article paru en anglais, WSWS, le 4 mai 2018

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © [Peter Schwarz](http://PeterSchwarz.org), wsws.org, 2018

Articles Par : [Peter Schwarz](http://PeterSchwarz.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca